

Ford Aquitaine Industrie : le plan de revitalisation du site n'est-il qu'un écran de fumée ?

Par Jean-Philippe Déjean | 04/03/2019, 11:53 | 1049 mots



La question de la poursuite d'une activité industrielle dans la futur ex-usine de FAI est posée. (Crédits : Agence Appa)

La Direccte (Direction régionale des entreprises, de la concurrence, du travail et de l'emploi) de Nouvelle-Aquitaine devait homologuer ce lundi 4 mars le plan de sauvegarde l'emploi (PSE) élaboré par le groupe Ford pour le compte de sa filiale girondine de Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort. Le contenu réel du plan de revitalisation du site industriel de FAI, discuté entre Ford et l'Etat, est désormais au premier plan du dossier.

Ce PSE implique la fermeture définitive, en août prochain, de FAI, usine de fabrication de boîtes de vitesses automatiques qui emploie 850 salariés, dont un peu plus de 300 devraient partir en préretraite, 150 être mutés à l'usine sœur de Getrag Ford Transmissions (GFT), à quelques centaines de mètres de là, et un peu moins de 400 être licenciés, dans le cadre du PSE.

Un plan qui implique également une opération de "revitalisation" du site industriel. Pour la CGT de FAI, membre de l'intersyndicale FO, CFE-CGC, opposée à la fermeture, Ford Aquitaine Industries est désormais un dossier industriel en phase terminale.

La CGT vent debout contre l'homologation du PSE

"[Depuis un an que Ford a annoncé son désengagement](#)(27 février 2018), l'Etat s'est indigné, il a dénoncé la multinationale, son cynisme, son arrogance, son hostilité, sa trahison ... il a menacé cette multinationale, qui fait des profits énormes et qui a engrangé beaucoup d'argent public, de payer cher son départ. Résultat, aujourd'hui Ford est à quelque heures de faire valider son PSE scandaleux et donc de réussir son projet de fermeture malgré sa condamnation au tribunal en 2017 pour non respect de ses engagements, malgré toutes les raisons qu'il y avait de l'en empêcher", dénonce ainsi Philippe Poutou, délégué syndical CGT (ancien candidat NPA à la présidentielle de 2017), au nom de sa centrale.

Hier dimanche, dans une interview accordée au *Parisien Dimanche* le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, a annoncé qu'il avait demandé à Ford d'investir 20 M€ à Blanquefort au titre de la ré-industrialisation du site et du territoire. Assez loin des 150 M€ que Ford avait laissé dans l'usine girondine lors de son départ en 2009, pour sécuriser sa reprise par le fond d'investissement HZ Holding. Pour le conseiller régional néo-aquitain Francis Wilsius (ex-leader ouvrier du mouvement lancé à FAI contre le départ de Ford en 2009) ce terme flou de revitalisation cache en réalité d'importantes négociations soutenues par les collectivités territoriales : Région Nouvelle-Aquitaine, Conseil départemental de la Gironde, Bordeaux Métropole, Ville de Blanquefort.

Y a-t-il vraiment un plan B en gestation ?

[Francis Wilsius souligne que ces négociations portent](#), en plus de l'investissement prévu, sur la rétrocession pour un euro symbolique par le groupe Ford du foncier, du bâti et des machines, mais également la récupération de la licence pour pouvoir lancer la fabrication de la 8FMID, boîte automatique à huit vitesses dont les droits sont codétenus par [Ford](#) et [General Motors \(GM\)](#). Sachant que le [groupe belge Punch](#), qui gère l'usine GM de Strasbourg, est le seul repreneur en lice pour la reprise de FAI.

Le groupe Ford, propriétaire de l'usine girondine, a refusé le plan de reprise présenté par Punch. Mais dans le cadre de la revitalisation, et à condition que le constructeur automobile américain accepte qu'une nouvelle activité industrielle se développe dans l'usine, il n'est pas déraisonnable de penser que Punch puisse revenir à [Blanquefort](#) avec un projet industriel plus étoffé.

Récupérer le foncier, pas une très bonne idée selon Macron

Lors de son passage surprise à Pessac, ce jeudi soir, à l'occasion du Grand débat, le président Emmanuel Macron a dénoncé le cynisme de Ford et annoncé que le gouvernement allait faire pression sur le groupe de Dearborn (banlieue de Détroit) pour obtenir de bonnes mesures de revitalisation du site. Répondant à une question relative à la modification de la loi pour permettre la récupération par les collectivités territoriales du foncier, posée par [Christine Bost](#), 1^e vice-présidente du Conseil départemental de la Gironde, qui suit ce dossier de près, Emmanuel Macron a fait savoir que c'était plutôt une mauvaise idée, qu'il a opposée à l'obligation de revitalisation du territoire. Alors que dans l'esprit des élus et de l'intersyndicale il ne semble pas y avoir de contradiction entre ces deux options, qui se complètent.

Cela veut-il dire que le gouvernement va empêcher toute reprise du foncier, du bâti et des machines de FAI par les services de l'Etat et les collectivités impliqués dans le dossier ? Il semble que les diverses annonces officielles faites jusqu'ici tendent dans cette direction, dont il est difficile de voir sur quelles perspectives elles débouchent.

Dans le même entretien Bruno Le Maire a souligné qu'il allait à nouveau rencontrer Ford en ce début de semaine pour trancher le montant financier de la revitalisation.

La CGT veut que l'Etat montre à Ford qui décide

Une annonce qui, selon Philippe Poutou, n'est pas tout à fait à la hauteur de l'enjeu.

"Si l'intention de l'Etat est vraiment de sauver l'usine et ses emplois, s'il veut concrètement ré-industrialiser le site, alors c'est plus que des mots, plus que demander à Ford des millions, même 20 millions d'euros. Le problème posé est de se donner les moyens d'agir efficacement maintenant : ne pas valider le PSE pour bloquer Ford et la contraindre à "négocier" vraiment quelque chose. Et puis surtout, il faut prendre le contrôle de l'usine, réquisitionner le parc machine, sans oublier de récupérer les sommes "indûment perçues" par Ford pour rendre crédible l'hypothèse d'une ré-industrialisation", déroule le délégué syndical.

Une stratégie incontournable selon ce dernier si le gouvernement veut emporter la partie.

"L'Etat, le gouvernement ont l'occasion de montrer qui aura le dernier mot et qui décide. L'occasion aussi d'assumer la responsabilité de défendre les intérêts collectifs, de protéger les salariés et la population. Pour cela il faut évidemment plus que des déclarations, il faut faire des choix, changer les lois, prendre des décisions politiques "originales" et fermes, maintenant" avertit Philippe Poutou.

Une option musclée qui semble ne pas être celle que va choisir le gouvernement. Mais même dans ce cas il semble bien que ce dossier soit encore loin de la dernière ligne de son dernier chapitre.